

LES FORMALITES DES PROCEDURES POPULAIRES DE DETOTALISATION DU POUVOIR DANS L'ETAT ISLAMIQUE IRANIEN

communication présentée à EPCR joint session of workshop University
of Salzburg, Austria, 13-18 april 1984

La présente contribution est une tentative d'application à l'Etat Islamique de l'Iran des éléments théoriques développés par Jean-François Bayart dans ses derniers articles, notamment celui paru dans "*Politique africaine*", intitulé "La revanche des sociétés africaines".

J'essaierai de mettre en évidence les pratiques populaires de détotalisation du pouvoir dans la République Islamique en me basant sur des exemples concrets. Les études portant sur cette problématique étant rares, je ne donnerai que quelques références générales à la fin.

INTRODUCTION

"Le mouvement de 1978 fut la synthèse violente de toutes les contestations et oppositions) à l'illégitimité constitutionnelle du pouvoir despotique du Shah. Les principales références de ce mouvement furent celles de la révolution constitutionnelle de 1906-1911, qui donna à l'Iran sa première monarchie constitutionnelle, et celles de traditions nationales et sociales-démocratiques du gouvernement Mossadegh, (1951-1953).

La tendance religieuse dirigée par Khomeyni, constituait l'alliée objective du Shah depuis qu'elle avait soutenu le coup d'Etat de 1953 contre Mossadegh.

C'est à partir de 1960, lorsque le Shah se lança dans la Révolution blanche, que le clergé, et notamment la fraction khomeyniste, dénonçât les réformes jugées trop progressistes à ses yeux. La rupture entre le Shah et les religieux khomeynistes se produisit à la suite des émeutes de juin 1963 et de l'expulsion de Khomeyni. Toute fois, les deux courants furent d'accord jusqu'en 1978 sur un point: le refus de l'application de la constitution issue de la révolution de 1906-1911, avec ses libertés démocratiques; tandis que le Shah rejetait l'application de la constitution au nom de la tradition Monarchique millénaire, Khomeyni la rejetait au nom du despotisme clérical.

Le coup de force khomeyniste dans la "révolution" de 1978-1979 fut un moyen de mettre un terme à l'expérience d'un Etat fondé sur le principe de la souveraineté populaire. En effet, dans la République islamique instaurée par

Khomeyni, le pouvoir de légiférer n'appartient pas aux élus de la nation, mais à Dieu. Et ce sont les "tuteurs" de la nation, c'est-à-dire les autorités religieuses, qui déterminent quelles sont les lois divines.

Ainsi pour Khomeyni, la raison du rejet du despotisme du Shah n'était pas l'absence de légitimité populaire, mais l'absence de légitimité divine. L'Etat né du coup de force khomeyniste est un Etat despotique total, qui s'approche d'un totalitarisme "moderne". La différence essentielle entre la tradition despotique impériale et le totalitarisme moderne est que dans le premier cas, le despotisme est basé sur la reconnaissance de facto des différences (contradictions) existantes au sein de la société iranienne, tandis que le despotisme total tend à supprimer par la force les entités constituant la base même de la société (entente ou nation) depuis des siècles. Ainsi, la nature du despotisme total est beaucoup plus proche de celle des totalitarismes "modernes" issus de la dégénérescence des Etats-nations bourgeois (occidentaux) que de celle du despotisme traditionnel iranien. L'Etat clérical est un appareil répressif opposé à la nation. Il est au service d'une classe-état incarnée par le "guide de la révolution", qui joue un rôle bonapartiste. Le "Guide" prend personnellement les décisions importantes à tous les niveaux. Le nouvel Etat-classe monopolise le pouvoir au moyen d'un parti unique. Les différentes institutions sociales créées par le nouveau régime sont directement contrôlées et financées par l'Etat clérical. Sur le plan politique, l'Etat clérical supprima toutes les organisations nées en 1978 et qui n'étaient pas soumises à son autorité. Les partis politiques et les organisations syndicales ont été dissouts, et leurs dirigeants ont été emprisonnés ou exécutés. Des organisations et des mouvements de caractère ethnique, régionalistes (Kurdes, Turkmènes, etc.) ou religieux ont été également dissouts, et leurs dirigeants ont été et sont encore pourchassés.

Les premières victimes du régime clérical sont les membres des classes moyennes. Des millions d'employés, de fonctionnaires, d'instituteurs et de professeurs ont été renvoyés par le nouveau régime. Des juristes, des avocats, des médecins, des marchands et des commerçants, des petits propriétaires, ont été, et sont, arrêtés, emprisonnés, exécutés, et leurs biens saisis au profit des privilégiés du nouveau régime.

Les intellectuels sont considérés comme des alliés du "Grand Satan" et de l'Occident en général. Des centaines de milliers de cadres et d'intellectuels ont fui le pays, et se trouvent à l'étranger dans des conditions plus ou moins précaires. Des poètes, des écrivains et des cinéastes sont pourchassés, persécutés, emprisonnés, exécutés.

Pour l'Etat clérical, la démocratie et les libertés démocratiques ne constituent que des produits de la corruption occidentale, et des méthodes anti-islamiques"¹

¹ VAZIRI (Ch.), "Le mouvement démocratique en Iran", in Revue Lettre Persane, No 7 à 11, Paris, mars-juillet 1983.

I. L'UNANIMISME REVOLUTIONNAIRE

L'unanimité qui caractérisa la "révolution" iranienne de 1978 a eu deux conséquences contradictoires: d'une part l'avènement d'un pouvoir totalitaire puisant sa légitimité dans le populisme unanimiste, de l'autre, la vulnérabilité de ce même pouvoir et de sa "dépendance" par rapport à cette base populaire. Le mouvement de 1978 fut une entité contre-totalitaire dont l'idéologie manichéenne allait devenir celle du futur Etat totalitaire. La fusion unanimiste s'opéra sur la base du message khomeyniste, essentiellement négatif, inspiré par le refus et le rejet de l'ordre existant.

Différents partis, groupes, individus, corporations, s'unirent à partir de décembre 1978 autour des mots d'ordre du populisme khomeyniste, et constituèrent ainsi la "populace"². L'émergence de cette "populace" qui allait prendre le pas sur la "nation"³ avait été préparée par un processus de détotalisation de l'Etat monarchique autoritaire. La timidité et passivité de l'Etat monarchique furent interprétées par cette "populace" comme un signe de faiblesse et de chute possible. Par ailleurs, la montée du khomeynisme et son intransigeance apparurent comme la manifestation partielle de la possibilité de la formation d'un nouveau totalitarisme "populaire". Les revendications et les proclamations répétées de justice, de liberté et d'indépendance pourraient être perçues aujourd'hui comme l'expression du double langage et de la "mauvaise conscience", dans la mesure où le pouvoir qui se mettait en place ne pouvait être que totalitaire. C'est pourquoi le mouvement unanimiste de 1978 peut être qualifié de "schizophrénique", dans la mesure où il aspirait à l'instauration de deux Etats contradictoires et dialectiquement opposés dans la mémoire collective du mouvement: un Etat de droit, basé sur les institutions démocratiques et réalisant la "souveraineté populaire"; et un Etat-vengeance, despotique qui se mesurerait à la force de répression déclinante de l'Etat monarchique.

II. LA PARTICIPATION CONFLICTUELLE AU POUVOIR

Après la victoire de la "révolution", plusieurs centres de décision et de pouvoir, sans coordination aucune entre eux, dominaient et manipulaient les institutions "révolutionnaires". Cette multiplicité a empêché, au cours d'une première

² Ne mettant dans ce terme aucune connotation péjorative, j'entends par là une masse d'individus manipulables produits par le processus d'atomisation de la société, ayant perdu ou n'ayant jamais vraiment eu - la conscience de leur appartenance et de leurs intérêts de classes, de couches, de groupes particuliers.

³ Qui serait, par opposition à la "populace", un ensemble structuré où les individus sont intégrés à des groupes, couches, classes, etc. D'où la possibilité d'une solidarité nationale sur la base d'une conscience d'intérêts et de liens réels, vécus au lieu d'un processus fusionnel fantasmatique.

période, le rétablissement d'une dictature. Par la suite, elle a facilité, grâce à la manipulation de la population, la monopolisation du pouvoir par l'aile rétrograde et réactionnaire du clergé, alliée à la fraction opportuniste de la bureaucratie. Le processus de centralisation-monopolisation du pouvoir s'acheva par l'élimination successive de la "faction révolutionnaire" d'une part, et le refus de la population de participer au pouvoir, d'autre part. La détotalisation du pouvoir commença dès la prise de pouvoir par la diversité et l'hétérogénéité mêmes du mouvement unanimiste, par la participation conflictuelle de la population au pouvoir, et par les conflits qui se sont manifestés dès le début au sein même de la nouvelle catégorie dirigeante de l'Etat.

1) LE GOUVERNEMENT BAZARGAN

Monsieur Bazargan fut nommé Premier Ministre du nouvel Etat islamique par Khomeyni en février 1979. Par son acceptation de diriger le premier gouvernement post-révolutionnaire Bazargan et son mouvement (Mouvement de libération de l'Iran) contribuèrent de façon décisive à la mise en place du nouvel Etat totalitaire. Toutefois, le premier chef du gouvernement "révolutionnaire" n'était ni révolutionnaire, ni inspiré par un projet totalitaire. Sa participation au pouvoir étant conflictuelle il ne pouvait que contribuer au processus de totalisation/détotalisation du nouveau pouvoir d'Etat. Accusé de libéralisme et de pro-américanisme, à la suite notamment de l'occupation de l'Ambassade américaine de Téhéran, Bazargan démissionna le 7 novembre 1979. Bazargan et son mouvement sont aujourd'hui dans une opposition "tolérée" par l'Etat islamique. Cependant, avec le départ de Bazargan et son opposition à l'appareil étatique islamique, une partie importante des fonctionnaires et de marchands issus des classes moyennes, passèrent à l'opposition "tolérée", et contribuèrent à la remise en cause du pouvoir total de l'Etat.

2) LE FRONT NATIONAL

Les dirigeants du Front National (Mossadeghistes et Nationalistes), qui avaient lâché Chapour Bakhtiar participèrent aux différentes institutions étatiques à partir de 1979. Le Front National était une organisation réformiste et social-démocratique qui n'avait aucune vocation révolutionnaire. La participation de ses dirigeants à l'Etat islamique ne pouvait qu'être contradictoire avec les visées totalitaires du régime qui s'installait peu à peu. Comme exemple de cette participation conflictuelle, on peut citer Monsieur Sandjabi, Ministre des Affaires Etrangères du gouvernement Bazargan, qui démissionna moins de deux mois après la constitution du gouvernement. Au fur et à mesure de la "radicalisation" de la fraction dominante de l'appareil étatique, le Front National s'éloigna de cet appareil et entra dans l'opposition "illégal" ("contre-révolutionnaire"), et ses membres dirigeants furent pourchassés et mis

hors la loi. Le départ du Front National contribua lui aussi à la détotalisation du pouvoir et à la reconstitution de la "société civile" contre l'Etat.

3) LA PRESIDENCE BANISADR

Membre et président du Conseil de la révolution, responsable de nombreux ministères, le "fils spirituel" de Khomeyni devint le 28 janvier 1980 le premier Président de la République islamique. Critiquant le gouvernement Bazargan pour son occidentalisme et son libéralisme, il fut accusé par la fraction "radicale" du pouvoir religieux des mêmes déviations, et fut démis de ses fonctions en juin 1981. Il se réfugia en France, où il réside depuis lors.

Sa position d'opposant au régime khomeyniste a contribué grandement à discréditer ce dernier. En effet, Banisadr était l'un des principaux théoriciens du régime en place, auquel il avait fourni une bonne part de ce qui lui servait d'idéologie et de justification théorique. Par ailleurs, le fait que le premier Président de la République islamique ait été obligé de se réfugier en France a détruit auprès de la majeure partie de la population l'illusion sur la nature "républicaine" du régime.

4) LE CLERGE

La force du mouvement populiste de 1978, avait obligé tous les grands Chefs religieux à suivre le khomeynisme et à participer de manière conflictuelle à l'édification du nouvel Etat autoritaire. Mis progressivement à l'écart, des Chefs religieux de première importance et des mouvements se réclamant de l'Islam entrèrent en dissidence, et entraînèrent dans l'opposition civile à l'Etat des couches importantes de la population, qui constituaient jusque là une partie de la base populiste de l'Etat islamique.

L'Ayatollah Shariat-Madari, l'un des plus importants Ayatollah chi'ites, et "source d'imitation" de plusieurs millions de fidèles fut, dès l'instauration du pouvoir islamique, très réservé quant à la nature et au fonctionnement de cet Etat. Se fondant sur un point de vue strictement religieux, il s'opposa à l'adoption de l'un des articles les plus importants de la Constitution islamique, l'article 5, qui précise que la République islamique doit être guidée par un "Faghih" (docte), jouissant des pleins pouvoirs. L'Ayatollah Shariat-Madari considérait cet article comme contraire à la souveraineté populaire. Depuis, Shariat-Madari a été dénoncé par l'Etat islamique comme "royaliste" et "libéral", et il est aujourd'hui en résidence surveillée. L'entrée dans l'opposition de l'Ayatollah Shariat-Madari est d'autant plus importante que c'est lui qui en 1963 sauva la vie de Khomeyni en usant de son prestige et de son autorité pour que celui-ci soit considéré comme un Ayatollah, ce qu'il n'était pas encore.

L'Ayatollah Ghomi, également l'une des "sources d'imitation" les plus importantes, pris position à partir de 1981 contre l'Etat islamique. Il déclara en avril 1981 à Machad, ville où il résidait: "Pour que le pays sorte de la crise, il faut que tous les organes révolutionnaires qui existent en Iran soient dissous ... Ils sont corrompus. Le vrai clergé ne veut pas le pouvoir"⁴.

L'Ayatollah Zandjani, ancien collaborateur de Mossadegh, publia quant à lui une ordonnance religieuse en janvier 1981 condamnant le pouvoir islamique: "Le monopole des décisions théologiques et judiciaires instauré est contraire à l'Islam. Les titres de "Guide" et de "Guide suprême" ne sont pas islamiques; ... Les pratiques actuelles de la République islamique sont des actes contraires à l'humanité ..."⁵

L'Ayatollah Bahaodine Mahallati (Province de Fars, mort en 1981), dans une lettre adressée à Khomeyni le 16 juillet 1980 dénonçait l'activité des tribunaux révolutionnaires de Chiraz. En mars 1981 il rendit publique une ordonnance religieuse, où il déclarait: "actuellement en Iran, pays de l'Islam, c'est la démagogie, l'idolâtrie, l'oppression, le mensonge, la corruption, la prostitution, qui sont dominants. Ce qui se passe actuellement en Iran déshonore la révolution islamique ..."⁶.

D'autres grands Ayatollah et organisations religieuses ont pris leur distance avec le pouvoir islamique au cours de ces dernières années, et ne participent plus directement aux organes du pouvoir islamique.

5) LA BUREAUCRATIE ETATIQUE

La bureaucratie a constitué l'un des piliers du pouvoir étatique en Iran depuis des millénaires. Elle s'est encore développée et renforcée à l'époque de l'ex-Shah. Par sa participation active à la "révolution", et par les grèves générales de plus de six mois, menées par les fonctionnaires, elle fut l'un des protagonistes du renversement de l'ancien régime. Cette bureaucratie composée de technocrates, de fonctionnaires et cadres supérieurs était entièrement tournée vers l'occident et ses valeurs. L'adhésion de la bureaucratie au pouvoir islamique fut donc contradictoire et problématique. D'une part, l'Etat islamique ne pouvait pas fonctionner sans cette bureaucratie et d'autre part, les valeurs prêchées par le pouvoir islamique étaient étrangères à cette bureaucratie. Les premiers conflits apparurent dès la prise de pouvoir, avec les premières épurations au sein des différentes administrations du pays. Une grande partie des cadres, des techniciens, furent licenciés sans compensation de salaire ni indemnité; beaucoup d'autres démissionnèrent; nombreux furent ceux qui quittèrent le pays. La situation fut (et est) encore plus dramatique pour les femmes-fonctionnaires qui étaient très nombreuses dans les administrations iraniennes avant la "révolution", et qui sont de plus en plus obligées de

⁴ NAHAVANDI (Houchang), Iran: anatomie d'une révolution, Paris, La revue universelle des faits et des idées, 1983, p. 124

⁵ *ibid.* p. 123

⁶ *ibid.* p. 125-126

quitter leur emploi et de rester à la maison, puisque l'idéologie islamique les considère comme des êtres inférieurs.

Dans une première phase l'Etat islamique a nommé des individus "sûrs" à la tête des différents ministères et administrations. La seule fonction de ces individus était la surveillance policière et la menace à l'encontre des fonctionnaires "normaux". Au fur et à mesure de l'accentuation de la contrainte islamique, la bureaucratie développa une résistance passive, qui allait en certains domaines jusqu'au sabotage. Pour assurer un minimum d'efficacité administrative, l'Etat islamique fit alors appel aux organisations et administrations parallèles nées après la "révolution". Mais, il ne parvint qu'à résoudre très partiellement le problème. En effet, n'étant pas capables de maîtriser le fonctionnement du système administratif moderne du pays, ces organisations se révélèrent bientôt inefficaces et incapables de remplir les tâches de la bureaucratie d'Etat. Devant l'échec de cette tentative, l'Etat islamique s'efforça de parvenir à un modus vivendi avec la bureaucratie.

Mais la contribution de cette bureaucratie au fonctionnement de l'Etat islamique est tellement conflictuelle, qu'à la première occasion, celle-ci entrera dans l'opposition active.

En fait, la bureaucratie réagit beaucoup plus comme si elle faisait partie intégrante de la société civile que comme un organe de l'appareil d'Etat, défendant les intérêts de celui-ci.

6) L'ARMEE

L'armée iranienne, l'une des plus américanisées de la région, joua, en janvier 1979, un rôle décisif dans la prise de pouvoir par Khomeyni et la création du nouveau régime. L'armée adhéra au nouveau régime sur l'ordre de son commandement et surtout avec l'accord des Etats-Unis. En effet, ce fut à la suite de la proclamation de la neutralité de l'armée par le Conseil Supérieur des forces armées, le 11 février 1979, que le gouvernement Bakhtiar fut renversé et que le Premier ministre de Khomeyni pu prendre en main le contrôle effectif de l'armée. Il est donc évident que l'adhésion de cette armée au nouveau pouvoir fut également conflictuelle.

Dans une première phase, l'armée fut "épurée" et plusieurs centaines d'officiers, de sous-officiers, de pilotes, de soldats furent exécutés, emprisonnés ou mis à la retraite. Parallèlement au démantèlement partiel de l'armée, le régime islamique s'efforça de diminuer son influence en créant une force armée concurrente "les gardiens de la révolution". Toutefois, cette tentative de remplacer l'armée traditionnelle par des miliciens, n'a réussi que très partiellement, notamment à cause du manque de formation de ceux-ci et en raison du déclenchement de la guerre avec l'Irak. En effet, celle-ci obligea les dirigeants islamiques à faire recours à l'armée classique: plusieurs centaines d'officiers et de pilotes furent libérés et réengagés. Ce fut le cas également pour ceux qui avaient été "épurés" ou mis à la retraite. Depuis l'armée s'est restructurée sur le modèle d'avant la "révolution". La discipline militaire s'est

renforcée et tout en étant "guidée" par les Commissaires islamiques, l'armée n'en fonctionne pas moins selon le modèle américain. Aujourd'hui, le régime islamique ne peut pas exister sans l'armée, et sa survie dépend au fond du bon vouloir de celle-ci et de l'issue de la guerre. Dans son ensemble, l'armée est hostile au pouvoir religieux et à son Etat. La collaboration entre les deux est donc conflictuelle, et la méfiance réciproque. Les religieux se méfient des chefs militaires et préfèrent les voir loin du centre, sur les champs de bataille contre l'Irak. Et les militaires jouent le jeu, tout en faisant pression sur le pouvoir religieux (ne se sentant pas assez forts, ni assez soutenus par la population pour tenter la prise de pouvoir)

Un autre secteur conflictuel dépendant de l'armée est le "Deuxième Bureau de l'armée" (c'est-à-dire le Service de renseignements militaires). Ce "Bureau" qui fonctionnait d'une façon très disciplinée et rationnelle, et où l'ordre et la discipline régnaient, fut récupéré après la "Révolution" par le pouvoir religieux, mais délaissé pendant un certain temps. Dès l'apparition des premières difficultés liées à la guerre avec l'Irak, à la lutte contre les différentes organisations politiques de gauche (les Moudjahédines, les Kurdes, le Parti Toudéh, etc.), le pouvoir religieux dut faire appel à ce Bureau pour se maintenir au pouvoir. En contre partie, ce Bureau a repris son mode de fonctionnement antérieur, et représente un poids certain dans l'Etat islamique. C'est ce Bureau qui s'occupe notamment des affaires qui sont du ressort du Procureur de la Révolution islamique, c'est-à-dire les affaires les plus importantes liées à la sécurité du pays. Toutefois, les services rendus par ce Bureau à la République islamique peuvent se révéler être des cadeaux empoisonnés, puisqu'en éliminant toutes les forces d'opposition "révolutionnaires", ils permettent de renforcer la position clé de l'armée.

III. LES MODES DE RESISTANCE

Dans la tradition populaire iranienne, les luttes frontales sont toujours évitées, tant que les conditions de renversement du pouvoir ne sont pas réunies. Tout en admirant les gens qui choisissent cette voie, le peuple dans sa très grande majorité se méfie profondément de ceux qu'il considère comme des "aventuriers". Ainsi, de la "Révolution" jusqu'à aujourd'hui, la méfiance du peuple envers les luttes frontales a empêché celles-ci de se développer et de remporter des victoires décisives sur l'Etat. Dès lors, le résultat de telles luttes ne pouvait être que la stimulation et le renforcement de l'appareil répressif de l'Etat islamique, et la déception, voire le désespoir d'une partie de la jeunesse. L'un des exemples le plus frappant de cette démarche est celui de l'organisation marxiste-islamique des "Moudjahédines". Cette organisation très bien structurée fut démantelée par l'Etat islamique, et plusieurs milliers de ses adeptes neutralisés ou assassinés. Un autre exemple de ces luttes frontales est celui du "Parti démocratique du Kurdistan" qui après plusieurs années d'une lutte qui n'a pas épargnée la population civile ne peut faire état que de maigres succès, et

n'a pas pu en tous cas empêcher la mainmise de l'Etat islamique sur le Kurdistan. Contrairement à ce mode de résistance, la résistance populaire passive, indirecte ou camouflée s'est considérablement développée, et témoigne d'une réelle efficacité. Je peux en citer quelques exemples:

1) L'ADHESION PAR LE "KETMAN"

Le procédé de "Kétman" (ou "Taqieh") est un procédé faisant partie des modes de résistance de la religion chi'ite dès son apparition. Etant né dans une situation d'hostilité et dans un monde dominé par le "Sunnisme" et sa légitimité, le chi'isme s'est vu obligé de trouver des moyens de résistance propre et de les légitimer. Considérés comme hérétiques par les "Sunnites", et étant minoritaires, les Chi'ites choisirent "d'adhérer" en apparence au dogme dominant afin d'échapper à la persécution. C'est ainsi que le Chi'isme recommande aux fidèles qui se trouvent dans un environnement hostile ou dangereux de ne pas conformer leurs paroles et leurs actes à leur foi. Il est donc permis et même recommandé (dans certaines situations) d'avoir sa conviction intérieure et de faire état d'une conviction différente. Depuis qu'au 16ème siècle le Chi'isme est devenu la religion d'Etat, la pratique de "Taqieh" a perdu sa dimension religieuse et est devenue une pratique désacralisée, politique, face à l'Etat despotique: on ne proclame pas sa conviction politique, et on donne l'impression d'adhérer au pouvoir dominant. Cette pratique est largement utilisée aujourd'hui comme forme de résistance passive face à l'Etat islamique. Il en résulte que l'Etat est dans l'incapacité d'évaluer le nombre exact de ses adversaires et peut toujours s'attendre lors d'une confrontation décisive à une mauvaise surprise. L'utilisation de ce procédé par les membres de la bureaucratie étatique leur permet également plus facilement de sauvegarder leurs positions, dans l'attente d'une occasion favorable, d'un renversement de rapport de force.

2) LE LANGAGE, SA MUTATION, ET SON UTILISATION COMME INSTRUMENT DE RESISTANCE

Le langage, les slogans, les chants, ont joué un rôle très important dans le renversement de la monarchie. Pendant la période révolutionnaire, le langage religieux fut dominant. Après la prise de pouvoir et au fur et à mesure que le pouvoir religieux se renforçait, le langage devenait à nouveau un instrument de résistance. Nous allons voir brièvement comment les valeurs véhiculées par le langage religieux dominant sont aujourd'hui inversées, et utilisées comme valeurs d'opposition.

a) Tâghouti- Yaghouti:

Tâghout était l'une des idoles de la Mecque, qui fut brisée par le prophète Mahomet. Ce qualificatif popularisé par Khomeyni, fut largement utilisé pendant et après la "Révolution" pour désigner le régime impérial. Ainsi, étaient qualifiés de "Tâghouti" tous ceux qui profitaient et dépendaient du système du Shah et qui étaient

considérés à ce titre comme faisant partie d'une classe d'exploiteurs arrogants. Au fur et à mesure du développement de l'opposition populaire, ce terme a changé de sens et a perdu sa connotation péjorative. Le qualificatif "Tâghouti" est utilisé pour rappeler avec une nostalgie non dénuée d'esprit frondeur l'Ancien régime. Il sert à désigner tout ce qui n'est pas médiocre de mauvaise qualité ou de mauvais goût - bref, tout ce qui est devenu rare -: par exemple un costume tâghouti est un bon costume, une voiture tâghouti est une bonne voiture, une Université tâghouti est une Université sérieuse, etc. Parallèlement à l'inversion de sens du mot "Tâghout", on a assisté à l'invention d'un autre qualificatif pour désigner les valeurs opposées à celles de "Tâghouti". Il s'agit du terme "Yaghout", qui signifie en persan "l'émeraude". Ainsi, l'adjectif "Yaghouti" qui rime avec son contraire "Tâghouti", qualifie tout ce qui est "puritain" et "moraliste", c'est à dire les valeurs religieuses. Dans le langage contestataire, une boisson "Yaghouti" est une boisson sans alcool par opposition à une boisson "Tâghouti" qui est alcoolisée; une femme "Yaghouti" est une femme qui respecte le mode vestimentaire religieux, contrairement à une "Tâghouti" qui est considérée comme moderne et libre, etc.

b) "Mostazaf - Mostakbar:

L'adjectif "Mostazaf" est un autre terme coranique qui signifie "déhérité", "opprimé" et "non possédant", par opposition à celui de "Mostakbar" qui signifie "possédant" et "dominant". Pendant et après la "Révolution", le couple "Mostazaf/Mostakbar" exprimait une opposition manichéenne entre le bien et le mal. Par inversion de sens, ces deux adjectifs, utilisés abondamment au cours de la période révolutionnaire ont changé de valeur, et sont utilisés aujourd'hui pour désigner celui qui est utile à la société, qui produit et prend des responsabilités et dirige (Mostakbar), par opposition à celui qui est non productif, parasite et qui ne veut pas travailler (Mostazaf).

D'autres exemples ne manquent pas pour mettre en évidence l'inversion ou la mutation de sens des mots d'ordre, slogans et qualificatifs révolutionnaires. Le terme "Paksazi" (épuration, littéralement: "faire de la propreté"), utilisé dans le langage révolutionnaire pour désigner l'élimination des "occidentalisés" des administrations, des Universités, etc. a été transformé en "Paksouzi" qui désigne l'action de brûler les purs et les honnêtes gens (littéralement: "brûler le propre"). Le mot "Shahid", qui signifie "martyre" (celui qui donne sa vie pour témoigner de sa foi en Dieu), était au début de la "Révolution" chargé de beaucoup de valeurs positives et élogieuses. Dans le langage de résistance populaire, "Shahid" et l'idéologie du martyr deviennent les équivalents d'une mort absurde et inutile: de celui qui est accidentellement écrasé par une voiture, on dira dès lors: "il est devenu martyr" ' Le terme "libéral" servait au début à désigner de façon péjorative ceux parmi les révolutionnaires qui avaient conservé

leurs liens avec l'Occident et ses valeurs. L'adjectif libéral est aujourd'hui synonyme de "libre", "moderne", "anticléric" (les valeurs positives). Enfin, un autre exemple de la résistance par le langage est donné par le choix de plus en plus fréquent pour les nouveau-nés de prénoms d'origine purement iranienne, au lieu de prénoms d'origine arabo-islamique.

IV CONTRE-SOCIÉTÉS INSOUMISSION

La formation de contre-sociétés constitue les éléments essentiels de la résistance passive face à la domination despotique, et ce tout au long de l'histoire de l'Iran. En raison de l'absence de toute règle formelle d'admission, d'appartenance et de fonctionnement, de auto organisation des contre-sociétés, il est toujours très difficile au pouvoir de les démanteler. Les contre-sociétés constituent l'envers de la société "transparente". Elles se développent parallèlement aux sociétés officielles, avec le concours également d'éléments de l'appareil de domination.

1) L'ALCOOL

Dès le début de la "Révolution", la consommation d'alcool fut interdite au nom de la religion. Ainsi la consommation, la vente et la fabrication des boissons alcooliques sont punissables, et les peines encourues sont très sévères. Toutefois, après la "Révolution", les gens se sont bien vite mis à fabriquer des boissons alcooliques (la vodka, la bière, etc.) dans les maisons. Après quelques mois d'essais, les alcools produits pouvaient se mesurer à ceux vendus auparavant sur le marché. Dans certains quartiers, certains appartements ou maisons sont pourvus d'alambics et d'un système complet de distillation, dont une des caractéristiques est de pouvoir être démontés très rapidement sans laisser de traces trop apparentes. Ainsi, lorsqu'une patrouille arrive dans le quartier, les intéressés sont très vite prévenus, et ont le temps de démonter l'installation (cela suppose donc un degré élevé de coordination, d'organisation et d'entraide entre les habitants du quartier). Aujourd'hui, dans chaque ville, on trouve de très nombreux spécialistes dans la production de ces boissons. Des petits cercles d'amis entourent chaque producteur, et l'on assiste ainsi à la multiplication des centres de production et à la diffusion des techniques et des moyens.

Pour ce qui est des boissons comme le whisky, dont la production n'est pas possible dans le pays, l'importation et la vente sont assurées par des membres des Comités Khomeyni et par les Gardiens de la Révolution, qui exigent des prix extrêmement élevés. Ce sont les mêmes qui ont le pouvoir d'arrêter une personne surprise en train de boire, de vendre ou de fabriquer de l'alcool ! (il faut bien se défendre contre la concurrence !).

2) LES ARTS ET LES JEUX

La danse, la musique, les chansons, la poésie, la peinture, les jeux (y compris les échecs), le cinéma de divertissement sont interdits. Pour ce qui est de la musique, Khomeyni a bien précisé que "la radio et la télévision ne doivent diffuser que des airs qui encouragent les gens à faire la guerre" (Journal République islamique, 1.5.83). Dans ce domaine aussi, des réseaux parallèles très nombreux se sont mis en place pour la diffusion (vente ou prêts) et l'exécution des oeuvres: diffusion de cassettes audio ou vidéo (pour celles-ci, on trouve tous les genres y compris pornographique, en abondance), soirées de musique, de poésie, etc.

3) LES SOIREES

Les soirées organisées au sein de cercles d'amis qui se connaissent bien sont l'occasion de se maquiller, de "s'habiller" (toutes choses auxquelles s'oppose la tenue islamique), d'écouter les chanteurs et des chanteuses accompagnés par des musiciens, de boire et de fumer tout ce qui est interdit, de visionner des cassettes vidéo ou des films, d'écouter des radios étrangères, etc. Elles représentent des moments privilégiés de communication et d'opposition concrète au pouvoir dominant et à ses valeurs.

4) LES TAXIS

Je tiens à souligner le rôle des chauffeurs de taxis dans la circulation des informations ainsi que dans la possibilité de contourner les interdits édictés par le régime. A Téhéran, par exemple, un taxi circulera soit selon l'axe est-ouest, soit selon l'axe nord-sud. L'axe principal est déterminé par le premier arrivant, le taxi pouvant ensuite charger d'autres personnes le long de son axe. Les chauffeurs de taxis sont en général des "épurés", jeunes chômeurs diplômés ou représentants des couches populaires. Très psychologues et physionomistes ils savent reconnaître le plus souvent à qui ils ont affaire (ils ne chargent de toutes façons jamais de religieux). Lorsque la voiture est pleine (4 à 5 personnes), et que l'ambiance est favorable, le chauffeur commence par diffuser les dernières nouvelles qu'il a obtenues des clients précédents (rumeurs, dernières blagues, informations sensationnelles, etc.). Ensuite, la discussion démarre, chacun vide son sac, critiquant le régime, apportant sa contribution au fonds commun de plaisanteries, nouvelles, etc. Dès lors, le chauffeur peut enclencher éventuellement son lecteur de cassettes, et le reste de la course se déroule en musique. Il s'est donc créé au cours de cette période (qui peut aller d'un quart d'heure à une heure) une véritable micro-contre-société.

Il faut noter ici que les éléments que je viens de citer (et qui ne sont de loin pas les seuls exemples de la résistance populaire) concernent à des degrés divers selon les différents domaines, toutes les couches de la population, à tel point

que ceux qui ne peuvent pas pratiquer l'une ou l'autre de ces formes se solidarisent avec ceux qui le font.

5) LA MIGRATION

La migration est pour l'essentiel individuelle ou au plus familiale, elle est une émigration. Elle s'est considérablement développée depuis la "Révolution", elle touche de plus en plus les couches les plus jeunes de la population (peur d'être enrôlé dans l'armée, impossibilité de poursuivre des études, absence d'avenir en Iran). Peu de candidats au départ peuvent sortir légalement et définitivement, sans avoir à craindre pour leurs proches ou pour les biens qu'ils laissent derrière eux. Un des principaux moyens d'obliger les gens à rentrer en Iran après un séjour de quelques semaines à quelques mois à l'étranger (souvent au prix des pires difficultés matérielles, et grâce à l'assistance et à l'hébergement d'amis ou de parents) est l'expropriation de tous les biens et/ou la cessation de versement des rentes, pensions, retraites, etc. de tous ceux qui restent plus de 6 mois à l'étranger sans rentrer au pays. Malgré cela, l'émigration (clandestine) se fait par deux types principaux de réseaux:

- politique: organisations politiques clandestines disposant de filières pour permettre à des membres, sympathisants, etc. de quitter le pays;
- lucratif: filières mises en place pour gagner de l'argent (souvent par des Gardiens de la Révolution).

Les frontières les plus couramment utilisées sont celles du Pakistan et celles de la Turquie. Les prix varient pour chaque personne, selon la gravité du cas et de l'urgence, entre 60 000 et 150 000 toumans (un dollar vaut environ 8 à 10 toumans au cours officiel, et environ 40 toumans au marché noir). A noter aussi que certains tentent de passer ces frontières à leurs risques et périls, en se débrouillant par eux-mêmes.

Il y a également un troisième réseau que l'on peut appeler officieux. Par exemple, une personne très fortunée peut "céder" ou "faire don" de la plus grande partie de ses biens aux membres influents du pouvoir, en échange d'un passeport et d'un billet d'avion qui lui permettront de sortir légalement. Cependant, le reste de sa fortune demeure de toutes façons en Iran, à la discrétion en quelque sorte des dignitaires du régime.

L'émigration iranienne représente aujourd'hui plus de deux millions de personnes à l'étranger, dont un grand nombre de cadres supérieurs et de membres des professions libérales.

V. LA DISQUALIFICATION DU POUVOIR

Le pouvoir charismatique de Khomeyni fut considéré comme sacré par tous ceux qui l'appuyaient pendant les révoltes de 1978. La sacralisation du pouvoir est d'ailleurs un phénomène assez ancien en Iran, notamment au niveau religieux. Cependant, une vieille tradition de désacralisation du pouvoir s'est développée au cours de l'histoire, afin de contrebalancer la contrainte exercée sur la société par le pouvoir sacralisé. La disqualification du pouvoir laïque et religieux comme moyen de résistance et de détotalisation remonte également à des temps très anciens. Ce fut d'ailleurs l'un des premiers modes de résistance populaire au pouvoir impérial jusqu'à la "Révolution". La disqualification du pouvoir religieux a pris différentes formes depuis l'avènement de Khomeyni au pouvoir. L'ironie, la moquerie, les blagues politiques, les plaisanteries, la dérision, la banalisation, etc. constituent autant de formes efficaces de disqualification du pouvoir.

1) LES DECLARATIONS OFFICIELLES COMME BLAGUES

Il ne se passe pas de jour sans que de nouvelles blagues ou anecdotes ne soient créées par la population au sujet du pouvoir religieux. Ce qui est original dans ce cas précis c'est la participation involontaire et cependant décisive des dirigeants religieux à l'apparition de ces blagues. Par exemple, les déclarations suivantes sont reprises telles quelles par la population en soulignant l'aspect ridicule:

- "Chaque fois que le combattant mutilé pensera à son organe manquant, il se souviendra qu'Allah est à ses côtés" (déclaration faite par le Président de l'Assemblée islamique, M. Rafsandjani, l'homme fort du régime in: Etéla'at du 1 2.3.83).

- "Les soeurs doivent se couvrir à la manière islamique, elles doivent nager avec blouse et pantalon, et sans maquillage" (déclaration du Procureur islamique de la ville d'Enzéli -au bord de la mer Caspienne- au sujet de l'utilisation des plages par les femmes in: Journal Keyhan du 1 9.7.83).

- "Sur le champ de bataille du Khouzistan, quant un martyr reçoit une balle dans la tête et qu'il s'apprête à tomber, les ailes d'un ange le soulèvent et, accompagné des 'hour-olern' (femmes au service des hommes, au Paradis), ils partent chez le prophète d'Allah où ils vivront désormais et surveilleront nos actions" (déclaration du Président de l'Assemblée islamique M. Rafsandjani, in: Journal République islamique du 27.3.83).

- "Si une fille et un garçon marchent ensemble dans la rue, cela peut être normal, car ils peuvent être frère et soeur ... Mais parfois, la fille et le garçon parlent ensemble et rient et se mettent à siffler. Alors là, on voit bien qu'ils ne sont pas frère et soeur, car les frères et soeurs qui veulent se distraire le font à la maison" (déclaration du religieux Falahian, député du Parlement islamique, définissant les rapports entre garçons et filles dans la rue, in: Journal République islamique, du 26.1.84).

- "Cinq ans après, les analystes politiques restent perplexes sur cet accident miraculeux qu'est la victoire de la révolution islamique" (déclaration de l'Ayatollah Khaménei, Président de la République islamique, in: Journal République islamique du 31.1.84).

- "Je prétends que le Conseil supérieur de juridiction actuel de l'Iran n'a jamais eu son pareil, depuis la préhistoire" (déclaration de l'Ayatollah Khomeyni in: Journal Keyhan, 1983).

2) ANECDOTES, BLAGUES, ETC.

Les anecdotes, blagues, moqueries, etc. inventées par la population, mettent en lumière la bêtise des dirigeants, leur cruauté, leur dépendance vis-à-vis des puissances étrangères. Elles tournent en dérision l'Etat islamique en attribuant des actes absurdes au pouvoir. En voici quelques exemples:

- "Un journaliste étranger se rend en Iran, et se promène dans la rue accompagné d'un ami. En passant devant une épicerie, il voit une longue file d'attente:

J: pourquoi ces gens font-ils la queue devant l'épicerie ?

a: pour acheter des cigarettes

J: mais une épicerie ne doit-elle pas vendre des denrées alimentaires ?

a: c'est la Mosquée qui en vend

J: mais la Mosquée, c'est le lieu où l'on prie

a: mais non, la prière se déroule à l'Université

J: mais l'Université, c'est l'endroit où l'on forme les intellectuels et les cadres

a: les intellectuels et les cadres se trouvent en prison

J: mais la prison, c'est pour les voleurs, les criminels

a: mais non, ces gens là sont au gouvernement et au parlement

J: c'est incroyable, car ce sont des instances où se décident les destinées du pays

a: mais non, les destinées du pays se décident à Londres".

– "On demande à l'Ayatollah Montazéri qui est le dauphin de Khomeyni s'il est vrai que les religieux achètent des armes aux Israéliens. Il répond: 'mais bien sûr que c'est vrai. Nous avons décidé d'acheter tellement d'armes aux sionistes qu'ils finiront par être désarmés'"

– "Des cultivateurs se plaignent auprès de l'Ayatollah Montazéri de l'impossibilité de faire pousser quoi que ce soit sur les terres salées du désert. Montazéri leur suggère alors de planter des cornichons (pour les conserver au vinaigre).

– "Le surnom donné par les Iraniens à l'Ayatollah Montazéri est le 'matou', à cause de sa ressemblance avec le chat méchant du dessin animé Pinocchio, que tout le monde regardait à la télévision à l'époque impériale. On raconte donc que toutes les administrations ont reçu l'ordre de mettre une photo de Montazéri à l'intérieur de chaque dossier. La raison: empêcher les souris de dévorer les dossiers" .

– "On arrête un homosexuel prostitué qui avait fait graver sur sa fesse le portrait de l'Ayatollah Khomeyni. Quand le juge islamique lui en demanda la raison, il répliqua: vous avez toujours dit que tout le monde devait avoir le portrait de l'Imam sur son lieu de travail ! Et moi je travaille avec mon cul".

VI. LA DETOTALISATION, LA CONTRE-TOTALISATION ET LA DEMOCRATIE

Depuis l'avènement de l'Etat islamique, le processus de détotalisation est sur le point de se transformer en "contre-totalisation", "unifiant les procédures fragmentaires de détotalisation". Cette "contre-totalisation" s'affirme autour d'un projet démocratique et monarchiste (monarchie constitutionnelle). Toutefois, il est encore trop tôt pour faire une quelconque prévision sur le futur Etat issu de la "contre-totalisation" anti-islamique. Nous pouvons d'ores et déjà affirmer que la contre-totalisation est fondamentalement a-religieuse et même anti-cléricale. Les éléments unificateurs, transformant les procédures de détotalisation en projet de contre-totalisation sont nombreux. J'en signalerai, ci-dessous quelques exemples:

1) IRANITE CONTRE ISLAMITE

Jusqu'à l'avènement du pouvoir religieux, il était fréquent d'entendre dire que l'iranité (identité nationale iranienne) et l'islamité (identité islamo-chi'ite) étaient complémentaires et inséparables. La prise de conscience résultant des

procédures de détotalisation a débouché peu à peu sur l'élément unificateur suivant: l'Islam représentant l'Etat autoritaire et rétrograde, opposé à l'Iranité (qui symbolise la société civile), on ne voit plus une complémentarité, mais une opposition entre les deux ordres de phénomènes. L'Islamité est alors perçue comme un projet "étranger" (arabe) dont le but serait de détruire l'identité nationale iranienne. Cette démarche ne rejette pas encore totalement l'Islam, ni surtout le Chi'isme, mais considère que la religion étant devenue secondaire dans l'affirmation de l'identité sociale et culturelle, il conviendrait d'unifier les iraniens autour de ce qu'ils ont de réellement en commun, à savoir leur iranité. Dans cette bataille, les dirigeants religieux sont également perçus comme des non-iraniens. Une fois au pouvoir, le Chi'isme - version iranienne de l'Islam n'a pas su résister au modèle dominant de pouvoir des sociétés islamiques qui est le Califat. Cela accentua encore la méfiance de la population à l'égard de la religion dans son ensemble.

La tendance unificatrice se manifeste par exemple dans la célébration des Fêtes iraniennes (non islamiques) comme le Now-Rouz (Nouvel-an iranien commençant avec le premier jour du printemps). Dès leur arrivée au pouvoir, les religieux ont déclenché une importante campagne afin de persuader la population -surtout les déshérités- de ne pas célébrer d'autres fêtes que celles de l'Islam, sous prétexte que le Now-Rouz (célébré officiellement depuis la fondation de l'Empire Persan) était une fête anti-islamique. Cette tentative a échoué et chaque année, à la veille du Now-Rouz, des couches de plus en plus larges de la population se préparent à fêter le Now-Rouz, non pas uniquement comme une simple fête iranienne, mais comme une manifestation politique contre la domination de l'Etat islamique. Toutes les tendances politiques et croyances religieuses participent à cette manifestation. Il est remarquable de constater que les fêtes de Now-Rouz étaient célébrées avec un faste et un décorum de moins en moins importants au cours des dernières années du régime impérial, et qu'elles avaient fini par devenir une sorte de routine.

Aujourd'hui, le Now-Rouz est célébré dans toutes les règles avec tout son faste, malgré la guerre, la répression, les persécutions, etc. Ces cérémonies commencent le dernier mercredi de l'année par la célébration du feu, symbole de la pureté et de la purification. C'est une cérémonie zoroastrienne traditionnelle qui rappelle l'antique identité iranienne. La célébration de Now-Rouz se poursuit par les visites que se rendent les gens dès le premier jour du printemps, et s'achève le treizième jour de la nouvelle année par des sorties collectives dans la nature, qui peuvent facilement prendre l'allure de manifestations contestataires. Non seulement le gouvernement islamique n'a pas pu empêcher la célébration de ces fêtes "anti-islamiques", mais il est encore obligé aujourd'hui de les préparer avec la population, et d'y participer en partie, pour ne pas s'isoler complètement.

2) MONARCHIE IRANIENNE CONTRE REPUBLIQUE ISLAMIQUE

Ici l'élément unificateur est beaucoup plus "politique". Il s'agit d'affirmer un autre aspect de l'iranité, sous la forme d'un régime monarchique par opposition à la "République", synonyme de répression et d'arriération. Les valeurs prêchées par la "République islamique", sont en effet en opposition avec celles reconnues en Europe occidentale (où le régime républicain moderne a été inventé): anti-progressisme, anti-modernisme, anti-libéralisme, et cléricisme. En comparant la première République de l'histoire de l'Iran, à toute la tradition monarchique, le peuple ne peut pas ne pas se méfier de l'adjectif "républicain" qui ne laisse apparemment aucune place aux réformes. Par contre, l'exemple "historique" de la monarchie constitutionnelle existe pour les Iraniens. La révolution constitutionnelle de 1906-1911 déboucha sur une loi constitutionnelle, inspirée de celle de la Belgique, selon laquelle le roi règne, et le gouvernement issu de la majorité parlementaire gouverne. Cette loi constitutionnelle fut constamment violée par le Shah, notamment à la suite du renversement du Dr. Mossadegh en 1953. Les principes contenus dans la Constitution de 1906 (séparation des pouvoirs, séparation de la religion et de l'Etat, rôle symbolique du roi, reconnaissance du pluralisme politique) sont devenus des éléments unificateurs d'un projet de contre-totalisation. La première grande manifestation en faveur de ce projet se déroula le 6 août 1983, jour anniversaire de la proclamation de la Constitution de 1906. A l'appel des différentes personnalités d'opposition, notamment de M. Chapour-Bakhtiar, dernier en date des Premiers ministres de la monarchie constitutionnelle, des centaines de milliers de personnes descendirent dans les rues des différentes villes de l'Iran. La forme originale prise par cette manifestation surprit les dirigeants de l'Etat islamique et les observateurs étrangers: en effet, c'était une *sortie* (que l'on pouvait comparer aux sorties dominicales des pays européens), sans slogan ni mot d'ordre, sans défilé. Femmes maquillées et bien habillées, parées de bijoux et la tête couverte du foulard "islamique" (mais très coloré, et non pas de couleur sombre), hommes cravatés et vêtus de leurs beaux costumes, les uns sortant en voiture et bloquant la circulation, les autres (ceux du Sud de Téhéran par exemple, le quartier populaire) sortant les carrioles, les uns offrant du thé et des boissons, les autres des confiseries et des gâteaux dans la rue.

Cette "manifestation" en faveur de la Constitution de 1906 prend d'autant plus d'importance que cette constitution est considérée par le pouvoir religieux comme occidentalisée, et donc pernicieuse.

Le second exemple allant dans le même sens est fourni par la Journée du 11 février 1984, jour de la victoire de la "Révolution islamique". A l'appel des mêmes personnalités, la majeure partie de la population s'est retirée à l'intérieur des maisons, pendant 36 heures, refusant de participer aux cérémonies organisées par l'Etat islamique.

BIBLIOGRAPHIE RESUMEE

AZAD, "L'Iran au quotidien", in Revue *Esprit*, Paris, avril 1983

DURAND (Jean-Marie), "La destruction symbolique du pouvoir" in *Peuples méditerranéens*, No 17, Paris, octobre-décembre 1981

HICKMEN (William F.), *Ravaged and Reborn: the Iranian Army, 1982*, Washington, the Brookings Institution, 1982

KHOSROKHAVAR (F.), "Iran: rupture d'une alliance", in *Peuples Méditerranéens*, No 14, Paris, janvier-mars 1981

KRAVETZ (Marc), *Irano nox*, Paris, Grasset, 1982

NAHAVANDI (Houchang), *Iran: anatomie d'une révolution*, Paris, La Revue Universelle des faits et des idées, 1983

VAZIRI (Shahrokh), *Iran: islam et lutttes d'émancipation nationale*, Cetim, Genève, 1981

VAZIRI (Shahrokh), "Le Mouvement démocratique en Iran", in: *Lettres Persanes*, No 7 à 11, Paris, mars-juillet, 1983